



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2447>

# Antoine Chauvel : soutenons les catalan-es

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national novembre 2017 -



Date de mise en ligne : vendredi 17 novembre 2017

L'École Émancipée

La situation en Catalogne évolue vite et mal. Comme le rappelle le SNUipp 66 : « En tant que syndicat enseignant du côté français, [nous n'avons] pas vocation à jouer les arbitres dans ce débat ancien, complexe, culturel, linguistique et économique sur l'indépendance de la Catalogne, au-delà du mandat de la FSU qui soutient la libre autodétermination des peuples. » Rappelons que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est inscrit dans la Charte des Nations Unies de 1945. En effet, si le débat ou les interrogations concernant l'indépendance peuvent être légitimes, il est une chose sur laquelle il n'y a pas de questions à se poser, c'est la gravité des attaques contre les droits et libertés, et contre la démocratie, qui ont lieu.

Le constat c'est que des élu-es sont envoyé en prison pour sédition, qu'on tape sur des citoyen-nes qui veulent voter, qu'on stigmatise nos collègues catalans qui font leur travail honnêtement. La constitution espagnole montre aujourd'hui sa filiation. Constitution de transition entre le régime franquiste et une monarchie conservatrice, elle prouve sa nature que l'on peut difficilement qualifier de démocratique. Et le peuple catalan, dans toute sa complexité et avec tout l'héritage qu'une guerre civile a laissé dans la mémoire collective a, au moins pour partie, des aspirations qu'il faut entendre. Aspirations que auxquelles la crise de 2008, particulièrement violente en Catalogne, et les réponses libéralo-autoritaires apportées par le Parti Populaire, parti qui plus est corrompu, n'ont pas su répondre. Ces aspirations ne sont pas seulement celles issues de personnes refusant une solidarité inter-régionales dans l'État Espagnol. Ce sont aussi, car il serait faux néanmoins de nier l'existence de cette frange, des rescapé-es de la crise de 2008 qui voient dans l'indépendance une solution pour retrouver du pouvoir d'agir et répondre ainsi aux aspirations sociales de la population catalane. Ce sont aussi des républicains qui ne voient dans la monarchie que la survivance d'un ancien régime honni. Ce mouvement regroupe pas que des anti-libéraux et des progressistes certes mais reste néanmoins un mouvement populaire et pas seulement celui des méchants riches qui ne veulent pas payer pour les pauvres comme il est parfois caricaturé. D'ailleurs l'ensemble des syndicats catalans, qui ne sont pas des soutiens aux politiques d'austérité, ont expressément pris position pour l'indépendance.

C'est d'ailleurs vers le mouvement ouvrier catalan et de l'État espagnol que nous devons regarder avant de nous prononcer. Et force est de constater que c'est a minima un appel au dialogue, à réformer la constitution et à la fin de la répression qui émane des grandes centrales syndicales quand ce n'est pas le droit au référendum qui est revendiqué.

Tout cela sont autant d'éléments qui doivent être pris en compte et permettre d'affirmer notre soutien à une solution négociée : il ne peut jamais y avoir de solutions répressives à des aspirations populaires a fortiori quand elles soulèvent des problèmes politiques graves.

Pour que ce dialogue ait lieu deux conditions seront nécessaire. Il faudra que la répression s'arrête immédiatement et notamment que les mandats d'arrêt contre les élu-es soient levés. Et il faudra l'organisation d'un référendum démocratique à l'image de ce qui a eu lieu en Écosse l'année dernière -et aura lieu en Kanaky l'année prochaine- car il sera impossible de faire comme si rien n'avait eu lieu le premier octobre.

Ce constat peut faire accord entre nous et au sein de notre fédération. Ainsi que l'énonçait la FSU à son congrès de Marseille : « il est de la responsabilité de la FSU de condamner toutes les atteintes au droit, aux libres choix des peuples ». Les milliers de Catalan-es qui étaient encore dans la rue la semaine dernière, nos collègues enseignant-es qui étaient en grève, attendent que nous exprimions notre soutien.